

Qui sont les demandeurs d'asile ?

Éducation civique

Niveau B1

Document déclencheur

Compréhension audiovisuelle

1. Regarde une première fois la vidéo puis complète les phrases avec les mots manquants.

soutien – attente – déracinées – persécutions – demandeurs – requête –
évaluation – besoins – armés – fournir – déposer

1. Les conflits **armés** ou les **persécutions** obligent beaucoup de personnes à quitter leurs foyers pour être en sécurité.
2. Heureusement, les personnes **déracinées** peuvent demander d'entrer dans un autre pays au titre de **demandeurs** d'asile.
3. Pour **déposer** une demande d'asile il faut **fournir** des documents pour appuyer la **requête**.
4. L'**évaluation** de la demande d'asile peut prendre beaucoup de temps.
5. Durant cette période d'**attente**, les demandeurs d'asile ont le droit à un **soutien** couvrant leurs **besoins** quotidiens.

Compréhension détaillée

2. Regarde une nouvelle fois la vidéo puis réponds aux questions suivantes.

1. Qu'est-ce qu'un demandeur d'asile ?

Un demandeur d'asile est une personne qui sollicite une protection internationale hors des frontières de son pays, mais qui n'a pas encore été reconnue comme « réfugié ».

2. Où la demande de protection doit-elle être déposée ?

Une demande d'asile doit être déposée chez une autorité compétente du pays d'accueil. Par exemple au bureau d'asile.

3. Que font les fonctionnaires spécialisés une fois la demande déposée ?

Les fonctionnaires spécialisés mènent une enquête détaillée auprès du demandeur d'asile. Cette entrevue aide à connaître l'origine du demandeur d'asile ainsi que les raisons de sa fuite. L'autorité d'asile évalue la crédibilité des informations fournies. Celle-ci enquête particulièrement sur les raisons pour lesquelles ils ont fui et quels seraient les risques auxquels ils pourraient faire face s'ils retournaient dans leur pays d'origine.

4. Quels documents le demandeur doit-il fournir pour appuyer sa requête ?
Le demandeur doit fournir un passeport, un certificat de naissance ou un certificat de mariage pour appuyer sa requête.
5. Quels sont les défis auxquels les demandeurs d'asile doivent faire face ?
Malgré le soutien fourni aux demandeurs d'asile, leur vie peut être pleine de défis. En effet, souvent ils sont logés dans des établissements dans lesquels ils ont moins d'intimité que dans un logement privé.

Au cœur de la question

Compréhension écrite

3. **Lis le texte puis réponds aux questions.**

À Paris, une école mobilisée contre l'expulsion programmée de Fatimate

Une centaine de militants, d'enseignants et d'élus se sont rassemblés lundi 8 février devant une école parisienne pour dénoncer la procédure d'expulsion visant une écolière ivoirienne de CM2, Fatimate, et ses parents demandeurs d'asile, victimes selon eux de l'«absurdité» des textes européens.

L'enfant de 10 ans, scolarisée depuis octobre dans l'école Fernand-Labori dans le XVIII^e arrondissement de Paris, fait l'objet depuis quelques semaines d'un arrêté de transfert vers l'Italie. Parce que ses parents y avaient d'abord sollicité le statut de réfugié avant de demander l'asile en France, ils en dépendent administrativement en vertu du règlement européen de «Dublin». Sauf annulation de cette décision par le tribunal administratif de Paris, où les parents ont déposé un recours, l'expulsion pourrait être exécutée jeudi. «On fait bloc, parce que c'est inhumain comme situation. Elle est bien à l'école, en quatre mois elle a fait de très grands progrès. Elle est lancée et une expulsion briserait tout ça», s'est indignée Renaud Heinich, son instituteur, à l'origine de la mobilisation qui fédère désormais de nombreux élus. «Elle a eu la force de demander de l'aide», poursuit-il sous la banderole «Non à l'expulsion de nos élèves», affichée sur l'établissement. «Un soir en sortant de l'école, elle m'a arrêté et m'a dit: Mes parents ont reçu une lettre de la police disant qu'on doit aller en Italie», se souvient l'enseignant. «Elle nous a dit qu'elle préférerait rester ici seule plutôt que de partir en Italie. Elle se sent à l'aise ici, on parle français, pas italien», explique à l'AFP le père de Fatimate, Ibrahim Sangare, qui redoute d'être renvoyé en Côte d'Ivoire, qu'il affirme avoir fui pour que sa fille échappe à l'excision. Il assure garder «espoir», surtout grâce à la détermination de sa fille: «On met plus d'une heure pour venir à l'école, mais elle ne s'est jamais découragée. Elle se réveille à 6H00 pour nous dire de l'emmener», explique-t-il.

Face à l'imminence de l'expulsion, de nombreux élus ont écrit à la préfecture de police de Paris ou encore au ministère de l'Intérieur, pour demander une annulation de la mesure. Cette affaire montre «l'absurdité de ces règlements qui ne tiennent pas compte de la vie des gens», a dénoncé sur place Ian Brossat, élu du XVIII^e arrondissement et adjoint de la maire de Paris en charge de l'accueil des réfugiés.

